

# L'École des réac-publicains

## La conversion de la gauche citoyenne

- Avec le ralliement au libéralisme et la conversion à l'idéologie sécuritaire, l'adoption par une partie de la gauche de gouvernement de la rhétorique réactionnaire sur l'école constitue le troisième marqueur de ses renoncements à toute transformation de la société telle qu'elle est.
- Le milieu des années 1980 marque à cet égard un tournant quand la politique de rigueur valide le choix des thèses libérales et l'abandon de tout projet « socialiste ».



★ *L'École des réac-publicains, La pédagogie noire du FN et des néo-conservateurs*, Grégory Chambat, Libertalia, 10 €. En librairie le 31 mars 2016.

■ **GRÉGORY CHAMBAT**, ENSEIGNANT EN COLLÈGE, MEMBRE DU COLLECTIF Q2C.

CE VIRAGE IDÉOLOGIQUE est contemporain de la sortie d'une série d'ouvrages marquants contre celles et ceux qu'on qualifie alors de « pédagogues », mais aussi de « sociologues » (puisque la mise à nu des mécanismes scolaires de reproduction des inégalités, en particulier par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, est une de leurs cibles privilégiées).

C'est en 1984 que Jean-Claude Milner publie *De l'école*, un ouvrage considéré par les « antipédagogues » comme fondateur. Sa trajectoire d'ancien gauchiste converti au néoconservatisme est commune à bien des réac-publicains (Alain Finkielkraut, Jean-Paul Brighelli, Marc Le Bris, André Glucksmann, etc.). Jean-Claude Milner entend dénoncer un complot, celui qui vise la « fin de l'école », mené par trois « forces ténébreuses <sup>1</sup> » : les gestionnaires, les chrétiens et les instituteurs, tous les trois unis dans « la haine de ceux qui savent ». C'est l'idéologie « pédagogue » (néologisme que l'on doit à l'auteur de *De l'école*) qu'il s'agit de combattre parce que : « Après tout, Pol Pot était à l'origine un professeur formé à l'école française ; il serait piquant que le rêve du commencement absolu et violent propre aux Khmers rouges, ne fût rien d'autre qu'un fantasme d'enseignant et qu'on retrouvât les éléments décisifs dans les propos mous des réformateurs <sup>2</sup>. » La rhétorique réactionnaire s'y déploie, usant avec subtilité du paradoxe – « pour que l'école résiste à l'inégalité, il ne faut pas qu'elle soit égalitaire, il faut qu'elle soit inégalitaire <sup>3</sup>. ».

### « Civiliser le social »

En cette même année 1984, au lendemain des manifestations pour l'école privée, Jean-Pierre Chevènement hérite du ministère de l'Éducation nationale dans le nouveau gouvernement Fabius. Il succède à Alain Savary qui a échoué à instaurer un système public d'éducation unifié. Le défi du nouveau ministre est de concilier un discours pédagogique conservateur avec la nouvelle doxa libérale. Il a lu, dit-il, l'ouvrage de Jean-Claude Milner qu'il consulte pour le groupe de travail qu'il a mis en place avant son arrivée rue de Grenelle. L'objectif fixé à ce cercle de réflexion est clair : « Restaurer l'école de la République. » Il s'agit d'abandonner les réformes structurelles

au profit d'une dynamique plus idéologique : « La loi réunit désormais les conditions honorables d'une pause dans la vieille querelle scolaire. Il est temps d'œuvrer maintenant pour que l'école publique retrouve son inspiration et sa mission originelle au service d'une nation moderne <sup>4</sup>. »

Jean-Pierre Chevènement veut faire de l'éducation un laboratoire de ce « républicanisme » qu'il entend substituer au socialisme : « L'objectif, déclare-t-il au micro de *France Inter* le 24 septembre 1984, n'est pas le socialisme à court terme. C'est une République moderne. » Dans un livre d'entretiens publié à la même époque, il y revient : « Dès 1982, [j'ai eu conscience] que la construction d'une République est la perspective dans laquelle les socialistes devaient se lancer. [...] Les conditions n'ont jamais été réunies pour mettre le socialisme à l'ordre du jour : le socialisme n'était pas à l'ordre du jour, il fallait d'abord construire un pays moderne <sup>5</sup>. »

### Apprendre pour entreprendre

Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement sont les deux facettes d'un même renoncement « moderne » aux idéaux émancipateurs, au profit de la responsabilité individuelle libérale qui constitue le socle de cette rhétorique citoyenne.

Le premier écrit : « En relation avec le ministre de l'Éducation nationale, j'ai décidé de développer l'instruction civique dans l'enseignement. [...] "Être citoyen" est une notion qui, à tort, pourrait apparaître à certains comme vieillotte, alors qu'elle est au cœur même de la modernité, parce qu'elle permet d'établir le lien entre les valeurs individuelles et les valeurs collectives <sup>6</sup>. » Une logique résumée par Blandine Barret-Kriegel dans le rapport que lui a commandé le président de la République en décembre 1984<sup>7</sup> : « Il faut civiliser le social et individualiser la citoyenneté <sup>8</sup>. » C'est, pour reprendre l'expression de Bruno Théret, « la consécration républicaine du néo-libéralisme<sup>9</sup> » où la lutte contre les inégalités cède la place à l'exaltation des valeurs normatives : la loi, l'autorité, la hiérarchie et la liberté économique...

- ★ 1. Jean-Claude Milner, *De l'école*, Seuil, 1984, p. 19.
- 2. *Op. cit.*, p. 12.
- 3. *Op. cit.*, p. 103.
- 4. Note de service du groupe de travail « Restaurer l'école de la République ».
- 5. Jean-Pierre Chevènement, *Le Pari sur l'intelligence, entretien avec Hervé Hamon et Patrick Rotman*, Flammarion, 1985, p. 55.
- 6. Laurent Fabius, *Le Cœur du futur*, Calmann-Lévy, 1985, p. 126-128.
- 7. Le rapport est publié en 1986.

Cette rhétorique citoyenne, Chevènement la défend rue de Grenelle mais aussi dans ses écrits, en particulier dans un ouvrage, au titre éloquent, *Apprendre pour entreprendre*<sup>10</sup>. Il ne suffit pas, écrit-il, « de former de bons producteurs pour demain. Il faut aussi former de bons citoyens si l'on n'est pas résolu au déclin de notre pays <sup>11</sup>. » C'est le vocabulaire de la « restauration » qui domine alors rue de Grenelle (« redonner », « retrouver », « rappeler », restaurer », « tradition », etc.<sup>12</sup>)

Il met en place une politique de « jumelages école-entreprise » ainsi que l'introduction de « périodes de formation en milieu professionnel » dans le cadre du développement des baccalauréats professionnels, tout en consacrant le retour aux valeurs traditionnelles en matière d'éducation : rétablissement de l'enseignement de l'éducation civique, abandonné depuis 1969, apprentissage obligatoire de *La Marseillaise*, éloge des valeurs de transmission et d'autorité du maître vers l'élève, etc. Et, quand il quitte le ministère en 1986, « il a cette certitude : il faut faire pour l'économie, l'emploi, c'est-à-dire la seule question qui compte en temps de crise, ce qu'il a fait dans l'éducation <sup>13</sup>. » Il s'avérera qu'il est plus facile de remettre au pas ceux qu'il appellera les « sauvegeons » que les patrons ou les grands de la finance.

### Ralliements et applaudissements

Pour se convaincre de l'impact de ce ralliement de la gauche « citoyenne » et « républicaine » à la rhétorique réactionnaire, on citera l'adresse – applaudie à gauche comme à droite – du sénateur socialiste Léon Eeckhoutte, lors de la séance du 20 novembre 1984 :

« Monsieur le ministre, [...] rappelez, rappelez sans cesse ce qui a fait la grandeur de l'école, prônez l'effort car il a fait ses preuves. Rétablissez, rétablissez les examens qui ont fait leurs preuves, les notes qui encouragent l'effort et le récompensent. Et vous verrez bientôt régresser le nombre d'illettrés. L'école se portera mieux ! Et tant pis pour les sociologues, ils s'en consolent rapidement !<sup>14</sup> »

La conversion au discours néorépublicain se nourrit de l'évolution du paysage politique à gauche et en particulier de trois de ses composantes : le souverainisme chevènementiste, la mouvance « antitotalitaire » des « nouveaux philosophes » et, enfin, une partie du mouvement syndical.

C'est sans conteste le « chevènementisme » qui a fait éclore une génération pour laquelle l'école est le poste avancé de la reconquête nationale-républicaine. Que l'on songe à Natacha Polony, secrétaire nationale du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et candidate aux législatives de 2002, devenue depuis l'égérie médiatique de « l'antipédagogisme ». Enseignante dans la fameuse « fac Pasqua », elle débute comme journaliste spécialisée dans les questions éducatives à *Marianne* avant de rejoindre *Le Figaro*. Elle devient ensuite chroniqueuse étiquetée « de droite » dans l'émission de Laurent Ruquier, succédant à Éric Zemmour dans ce rôle. Cette évolution, qui traverse à grandes enjambées le spectre politique français, on la retrouve chez un certain nombre de membres fondateurs du Collectif Racine (les enseignants du FN) : Yannick Jaffré, Valérie Laupies, Alain Avello, Gilles Lebreton, ont fait leurs premières



armes dans le sillage du MRC de Jean-Pierre Chevènement, tout comme leur mentor, Florian Philippot. Chevènement lui-même ne craint pas le « mélange des genres » : à l'automne 2015, il s'affiche en compagnie de Nicolas Dupont-Aignan à l'Université d'été de Debout la France<sup>15</sup>. Au programme : « L'École du mérite », thème concocté par le nouveau « délégué national à l'École de la République » du mouvement de Dupont-Aignan, Jean-Paul Brighelli. Ce professeur de classe préparatoire a fait ses premières armes dans le maoïsme. Il rencontre la gloire médiatique avec le pamphlet *La Fabrique du crétin* (2005). Il alimente une série de blogs au *Point* ou à *Causeur*, dans lesquels il déverse sa haine des pédagogues.

En cet automne 2015, dans la tourmente des mobilisations contre la réforme du collège, il a réussi non seulement à réunir à la tribune Jean-Pierre Chevènement et Nicolas Dupont-Aignan, mais aussi à les faire applaudir par une salle où se côtoient un autre pamphlétaire à succès, Marc Le Bris, le « pourfendeur » de l'égalitarisme et du sociologisme, Charles Coutel, le « délégué général de SOS Éducation », association ultralibérale et ultra-réactionnaire, Jean-Paul Mongin et Charles Beigbeder, médiatique figure du Medef qui n'a pas caché son admiration pour Marine Le Pen.

Incontestablement, c'est d'abord autour des questions scolaires que s'est scellée l'alliance des « souverainistes des deux rives » que Chevènement appelle de ses vœux.

Ce virage de la gauche de gouvernement a aussi été préparé, dans le champ médiatique et culturel, par « ceux qui sont passés du col Mao au Rotary<sup>16</sup> ». N'y a-t-il pas, pour reprendre l'hypothèse de Didier Éribon, une logique à l'œuvre « sous la plume d'anciens staliens ayant reconverti leurs pulsions autoritaires et rétrogrades d'antan pour les mettre au service de l'ordre établi<sup>17</sup> » ? Si le maoïsme a fourni l'essentiel de ces transfuges à travers l'aventure des « nouveaux philosophes » sur laquelle nous reviendrons, d'autres courants gauchistes y ont également contribué. [...] ■

L'intégralité de ce chapitre est à découvrir sur le site Questions de classe(s).

8. *L'État et la démocratie, Rapport à François Mitterrand, Président de la République française*, La Documentation française, 1986, p. 143.

9. « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », dans *Le Tourmant néo-libéral en Europe : idées et recettes dans les pratiques*

*gouvernementales*, Bruno Jobert, l'Harmattan, 1994, 328 p.

10. Jean-Pierre Chevènement, *Apprendre pour entreprendre, Le Livre de poche*, 1985 : « Au fil des décisions et discours rassemblés dans ce livre, de juillet à décembre 1984, Jean-Pierre Chevènement souligne que l'avenir appartient aux nations entreprenantes. Tel est le but : il faut apprendre pour entreprendre. » (Texte de la quatrième de couverture).

11. Jean-Pierre Chevènement, *Défis républicains*, Fayard, 2004.

12. Sur cette rhétorique, voir André Robert, *Système éducatif et réformes*, Nathan, 1993, p. 144.

13. Propos de son conseiller Barret Philippe, *La Politique éducative du gouvernement de la France de juillet 1984 à mars 1986 : le ministère de Jean-Pierre Chevènement*, thèse de doctorat en sociologie, 1988.

14. Cité par Ludivine Balland, *De la réussite d'un mythe aux pratiques enseignantes*, thèse de doctorat de Science politique, 2009.

15. Cette union n'est pas une première ; en 2004, il avait déjà participé avec Nicolas Dupont-Aignan au colloque contre les IUFM organisé par Debout la République et Vive la République à la Sorbonne.

16. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passé du col Mao au Rotary*, Albin Michel, 1986. Réédition Agone, 2014.

17. Didier Éribon, *La Société comme verdict*, Champs essais, rééd. 2014, p. 63.